

Julien Bastoen

“Ceci n’est pas un château.”

## La banalisation de l’architecture trompe-l’œil en Allemagne

Article publié dans *Archiscopie*, n°5, nouvelle série, janvier 2016



“Ceci n’est pas un château.” L’avertissement, qui parodie celui de René Magritte dans *La Trahison des images* (le fameux “Ceci n’est pas une pipe”), s’affiche en lettres d’or et en français sur la façade ouest du siège du parlement du *land* du Brandebourg, inauguré en 2014 à Potsdam. Imaginée par Annette Paul à l’issue d’un concours pour une intervention artistique *in situ*, cette provocation réveille l’esprit critique du passant, tout en désamorçant les attaques que l’on serait tenté de faire non seulement

contre ce bâtiment, gigantesque trompe-l’œil architectural, parodie de palais baroque, mais aussi contre les autres chantiers de reconstruction en cours dans le même secteur. Ce bâtiment administratif camouflé sous un habillage historiciste a été implanté sur l’Alter Markt, une place triangulaire non loin de la rivière Havel, qui constitua jadis le cœur politique et religieux de la ville de Potsdam, un cœur réduit en ruines à la suite des bombardements anglais et du pilonnage de la ville par l’Armée rouge, en avril 1945.

Les monuments détruits, dont les façades avaient constitué l’écrin de la place, connurent des sorts variés sous la RDA. L’imposante église Saint-Nicolas, restaurée et partiellement reconstruite en plusieurs phases à partir de 1960, a retrouvé la silhouette néoclassique que lui avait donnée Karl Friedrich Schinkel dans les années 1830. Juste à côté, l’ancien hôtel de ville, construit au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, a lui aussi subi un traitement en trompe-l’œil : les façades et les parties hautes, visibles depuis la place, ont été reconstituées “à l’identique” ; à l’intérieur et à l’arrière, à l’exception de quelques vestiges restaurés, on a opté pour une architecture contemporaine, non historiciste, plus en accord avec son usage comme centre culturel sous la RDA.

Quant aux ruines du château municipal, elles furent dynamitées en 1960, après quinze ans d’un débat stérile sur l’hypothèse d’un emploi du gros œuvre, dont il restait environ 80 %. Le site, finalement remblayé, demeura une esplanade herbue jusqu’à la fin des années 1980, quand le projet de construction et le début de réalisation d’un théâtre sur le site de l’ancien château se heurta à la résistance des habitants, à la faveur de l’assouplissement du régime de la RDA. Après la chute du mur de Berlin, le démontage de l’ossature du théâtre inachevé coïncida à la fois avec l’émergence de la nostalgie du château municipal, et avec l’agenda propre au nouveau parlement régional, mal logé depuis 1991 dans un bâtiment trop connoté pour avoir une école militaire, les archives du Reich, puis la Maison du Parti sous la RDA.

L'idée d'une reconstruction du château municipal fit lentement, mais sûrement, son chemin. La restitution de la porte de la Fortune, principal accès à la cour d'honneur de l'ancien château depuis l'Alter Markt, constitua un premier pas vers la légitimation d'un tel projet. Financée par une souscription publique entre 1999 et 2002, elle ne fut réalisée que sur la base de photographies anciennes. En 2005, le parlement validait le principe de la construction de son nouveau siège à l'emplacement de l'ancien château, une décision approuvée dans la foulée par un référendum local. Dans le cadre d'un partenariat public-privé, la mission de conception-réalisation fut confiée à Royal BAM Group, associé à l'architecte allemand Peter Kulka, qui avait déjà construit le nouveau parlement de la Saxe à Dresde. Le camouflage historiciste, qui intègre des centaines de fragments lapidaires du château prélevés sur les ruines, puis conservés ou réemployés sur d'autres bâtiments (l'université Humboldt à Berlin, par exemple), a pu être mis en œuvre grâce à une donation de vingt millions d'euros du milliardaire allemand Hasso Plattner, transfuge d'IBM et fondateur de SAP AG, devenu un géant de l'informatique (logiciels de gestion, comptabilité et maintenance).

Plattner ne s'est pas arrêté en si bon chemin : il a complété son œuvre de philanthropie en finançant, toujours *via* la fondation qui porte son nom, les couvertures en cuivre du parlement, puis il a obtenu de la municipalité la concession de la reconstruction du palais Barberini, un caprice de Frédéric II de Prusse dans le goût néo-baroque, détruit en 1945. Sans surprise, le nouveau palais Barberini sera, lui aussi, un trompe-l'œil, puisque si la façade sur l'Alter Markt et le gabarit général du bâtiment reprendront ceux du palais original datant de 1771-1772, les plans seront revus pour s'adapter au programme imaginé par Hasso Plattner lui-même : un musée sur mesure pour abriter sa collection privée, dédiée essentiellement à l'art des scènes de Leipzig, Berlin et Dresde sous la RDA. Un monument, en somme, à sa propre réussite sociale et pour la postérité.

Le nouveau Musée Barberini, conçu par l'architecte Thomas Albrecht (agence Hilmer & Sattler and Albrecht), sera le clou de la ré-urbanisation d'un îlot entier bordant la place de l'Alter Markt au nord-ouest et la rivière Havel au sud. Orchestrée par le duo de promoteurs immobiliers Prinz von Preussen (Prince de Prusse, tout un programme...) et Kondor Vessels, cette vaste opération commerciale livrée à l'automne 2015 comprendra bientôt appartements de luxe, restaurants, boutiques, implantés dans une série d'immeubles parmi lesquels ceux donnant sur l'Alter Markt reprennent les façades principales et le gabarit des palais Pompei et Chiericati, détruits en 1945. Les trois palais mitoyens – Barberini, Pompei, Chiericati – constituent *in fine* une mise en abyme de l'industrie de la copie architecturale, pour être des reconstructions récentes en trompe-l'œil de pastiches édifiés au XVIII<sup>e</sup> siècle à partir de l'interprétation décomplexée de palais construits respectivement au XVII<sup>e</sup> siècle à Rome par Carlo Maderno et Francesco Borromini, et au XVI<sup>e</sup> siècle à Vérone par Michele Sanmicheli et à Vicence par Andrea Palladio.

Depuis les années 1980, plusieurs études en esthétique environnementale ont montré que le grand public, s'il est souvent capable de distinguer une architecture pseudo-historiciste d'une architecture authentiquement historique, plébiscite largement le pittoresque engendré par les reconstructions ou les pastiches au détriment de l'architecture contemporaine, jugé moins signifiante et moins susceptible de provoquer une émotion esthétique<sup>1</sup>. Cette attitude explique en grande partie le succès

---

<sup>1</sup> Daniel J. Levi, « Does History Matter? Perceptions and Attitudes toward Fake Historic Architecture and Historic Preservation », *Journal of Architectural and Planning Research*, 22.2 (2005), p. 148-159.

populaire de l'architecture thématifiée prônée par le courant du New Urbanism, dont s'inspire à l'évidence la municipalité de Potsdam.

La décision de démolir les bâtiments brutalistes de la faculté des sciences appliquées, élevés sur l'Alter Markt entre 1971 et 1977 (S. Weber, W. Merz, D. Lietz et H. Gödicke, arch.), et de les remplacer par une opération commerciale pseudo-historiciste à l'horizon 2018-2020, trahit autant le renversement définitif du rapport de force qui commençait à s'instaurer à la fin des années 1980 en faveur de l'architecture contemporaine, que la méconnaissance et le rejet de l'architecture moderne associée au régime de la RDA, trop connotée, pas assez contextualiste, et incompatible avec la thématification du tourisme à Potsdam autour de la nostalgie de l'âge d'or de la Prusse.

Passer entre le nouveau parlement et ces bâtiments brutalistes, provoque inmanquablement un malaise : le contraste entre les façades baroques flambant neuves du premier et celles, dégradées, des seconds, tient de l'anachronisme architectural, voire de l'uchronie, c'est-à-dire de la réécriture de l'histoire sur un mode hypothétique, à partir d'un événement divergent ; ce que l'on pourrait résumer par l'interrogation suivante : "Et si la deuxième guerre mondiale et la RDA n'étaient qu'un mauvais rêve ?" L'impression d'inversion du cours de l'histoire naît de la réécriture sélective du paysage urbain à partir d'un effacement progressif et validé démocratiquement des traces de l'urbanisme et de l'architecture produits au sein de la RDA<sup>2</sup>. Au lendemain de la chute du mur de Berlin, cet héritage entrave l'identification de la nation allemande et des habitants de la nouvelle région du Brandebourg avec le glorieux passé de la Prusse, à laquelle participent le transfert à Potsdam de la dépouille du roi Frédéric II de Prusse en 1991, la célébration du 250<sup>e</sup> anniversaire de la construction du château de Sans-Souci en 1994, et la protection par l'UNESCO des parcs et palais de Berlin et Potsdam liés à ce même passé, dès 1990<sup>3</sup>. La labellisation patrimoniale paraît avoir accéléré un phénomène d'ajustement de l'environnement urbain non seulement à cette quête identitaire supposée de la population locale, mais aussi à la quête d'authenticité des touristes venus chercher précisément cette expérience de l'immersion dans le passé, au risque de transformer la ville en un immense parc à thème historique<sup>4</sup>.

Les similitudes avec le cas de Berlin sont nombreuses. L'île des musées et le secteur de l'avenue Unter den Linden sont, encore actuellement, dominés par une forêt de grues qui trahissent de nombreux chantiers de restauration et de reconstruction "à l'identique". Cet urbanisme "rétrospectif"<sup>5</sup>, à la dimension expiatoire, basée sur la compensation et la réparation, dénote une attitude aussi schizophrénique à l'égard de l'héritage architectural de la RDA depuis la réunification, que celle de la RDA à l'égard de l'héritage architectural prussien, partagée entre restaurations, démolitions

---

<sup>2</sup> Adam Sharr, « Selective Memory: Contesting Architecture and Urbanism at Potsdam's Stadtschloss and Alter Markt », *German Life and Letters*, n°63 (2010), p. 398-416.

<sup>3</sup> Gabriele Horn, « The historical spirit of Potsdam: between conservation and commercialisation? The Longing for History », *Actes numériques de la 16e Assemblée générale de l'Icomos*, Québec, 2008.

<sup>4</sup> Stéphane Dawans, Claudine Houbart, « Identical Reconstruction and Heritage Authenticity », *S.A.V.E. Heritage Conference. IXth International Forum of Studies 'Le Vie dei Mercanti'*. Naples-Capri, 9-11 juin 2011. Inédit.

<sup>5</sup> Gilles Duhem, « Château de Berlin : le triomphe amer de l'architecture rétrospective », *Archiscopie*, n°26, novembre 2002, p. 22-23.

symboliques ou opportunistes, et reconstructions historicistes en trompe-l'œil, en fonction des impératifs urbanistiques et touristiques<sup>6</sup>.

La reconstruction du château municipal de Berlin, bombardé en 1944 et 1945, puis rasé en 1951 après une décision collégialement prise lors du 3<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste unifié, constitue la pièce maîtresse de la résurrection du Berlin de l'âge d'or. Resté en friche pendant plus de vingt ans, le site fut partiellement occupé, vingt ans plus tard, par le palais de la République, centre culturel et siège de la Chambre du peuple de la RDA. Ce bâtiment moderniste, érigé entre 1973 et 1976 par une équipe d'architectes dirigée par Heinz Graffunder, délimitait, avec le Conseil d'Etat (dans la façade duquel avait été incrustée l'une des portes de l'ancien château), la place Marx-Engels, cœur symbolique de Berlin-Est.

Moins d'un an après la chute du mur, la fermeture du palais de la République en septembre 1990, en raison d'une contamination à l'amiante, a ouvert une brèche dans laquelle se sont pressés les défenseurs de la reconstruction du château de Berlin. Ce qui est particulièrement intéressant, dans le cas de Berlin, c'est l'ampleur inédite du recours à l'architecture éphémère et à la tradition du trompe-l'œil comme outil de communication d'influence, c'est-à-dire de persuasion indirecte du champ politique à travers une intervention à fort impact sur l'opinion, et comme instrument de construction de l'oubli du régime socialiste<sup>7</sup>.

Le mécénat privé permet ainsi à la Société du château de Berlin (Gesellschaft Berliner Schloss e.V.), créée en 1991, d'organiser une exposition intitulée "L'importance du château municipal pour le centre-ville de Berlin". La même année, Goerd Peschken, historien de l'architecture, et Frank Augustin, architecte, tous deux fins connaisseurs d'Andreas Schlüter et de Karl Friedrich Schinkel, deux des architectes du château municipal, imaginèrent un dispositif permettant, dans un premier temps, de réactiver le souvenir ou de sensibiliser l'opinion à l'importance d'un monument que les nouvelles générations n'avaient pas connu. Sponsorisé par Thyssen-Hünnebeck, une filiale du groupe Thyssen dédiée à la construction d'échafaudages, le dispositif simulait les proportions du château disparu et en créait l'illusion, grâce à des photos géantes et un mur miroir, tout en intégrant le palais de la République.

Un homme d'affaires, Wilhelm Von Boddien, à la tête d'une entreprise de construction de machines agricoles, mais lié à la Société des amis des châteaux et jardins prussiens, récupéra ensuite l'idée du dispositif éphémère pour faire basculer définitivement l'opinion, désormais informée, en faveur de la reconstruction du château municipal. Adossé à l'Association pour le soutien du château de Berlin, créée en 1992, il fit réaliser un immense trompe-l'œil, peint par l'atelier parisien de Catherine Feff, et suspendu, lui aussi, à des échafaudages. Ces différents dispositifs éphémères, accompagnés d'expositions, de publications, de conférences, eurent un impact différé sur la sphère politique.

L'Etat Fédéral et le *land* de Berlin firent appel à une commission d'experts internationaux en 2000, qui recommanda, deux ans plus tard, la reconstruction partielle du château avec ses trois façades

---

<sup>6</sup> Florian Urban, *Neo-historical East Berlin: Architecture and Urban Design in the German Democratic Republic 1970-1990*, Farnham/Burlington, Ashgate, 2009. Corinne Jacquand, *Berlin*, Paris, IFA, coll. « Portraits de ville » Archiscopie, 1992, p. 34-35.

<sup>7</sup> Marie Hocquet, *Mémoire, oubli et imaginaires urbains, étude de deux hauts-lieux de la mémoire communiste à Berlin-Est : le Palais de la République et le Musée de la Stasi*, thèse de doctorat en sociologie, Saint-Etienne, Université Jean-Monnet, 2011. [https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00690860/PDF/These\\_-\\_Hocquet.pdf](https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00690860/PDF/These_-_Hocquet.pdf)

extérieures baroques et la petite cour conçue par Andreas Schlüter, recommandation adoptée à une large majorité par le Parlement allemand le 4 juillet 2002, sur la base d'un programme prévoyant le regroupement des collections extra-européennes des musées d'Etat de Berlin, d'un centre de recherche de l'Université Humboldt et de plusieurs bibliothèques. Après un concours international en deux phases, Franco Stella, architecte italien, est choisi comme coordinateur du projet de reconstruction. Parallèlement, le désamiantage puis le démantèlement du palais de la République furent menés entre 2003 et 2009. A proximité immédiate de ce chantier, on pouvait lire le message suivant, peint à la chaux sur un pan de mur : "Die DDR hat's nie gegeben" (la RDA n'a jamais existé)...

Une visite de la Humboldt-Box, le pavillon d'exposition construit juste en bordure du chantier de reconstruction du château de Berlin, est particulièrement édifiante quant aux multiples techniques de médiation utilisées par les acteurs du projet : maquettes du projet (une en plexiglas, une à plans-tiroirs, une réalisée par un pâtissier berlinois), plan-relief du secteur du centre historique de Berlin, exposition de moulages en plâtre d'éléments de décor, frise d'aigles prussiens couronnant une série de planches explicatives, film de propagande tournant en boucle, machine pour acheter la pierre que l'on aura préalablement sélectionnée sur une maquette géante de l'aile ouest du futur château, librairie-boutique où l'on vend aussi bien des gommes en forme de Trabant que des t-shirts faisant la promotion du projet de reconstruction, des ouvrages historiques sur le château ou encore des figurines Lego spécialement dessinées pour représenter certaines sculptures des façades du château. On ressort du pavillon avec une impression de confusion telle que patrimoine et marketing, passé et présent, authentique et faux ne font plus qu'un.



Le projet de reconstruction du château de Berlin a rapidement contaminé les rives de la Spree : juste en face, rive gauche, la friche générée par la démolition, en 1995, du ministère des Affaires étrangères de la RDA, doit laisser la place à la recréation de l'ancienne Schinkelplatz, initialement bordée au nord par la Alte Kommandantur et au sud par la Bauakademie de Karl Friedrich Schinkel, toutes deux rasées dans les années 1950-60. De ces deux bâtiments repères, seul le premier, a été reconstruit en 2004 d'après

photographies (Stuhlemmer & Stuhlemmer, arch. des façades), grâce au financement du groupe de médias Bertelsmann, maison mère des groupes français RTL, M6 et Prisma Media, qui en a fait son siège social. Une travée de la Bauakademie, où furent formés des générations d'architectes allemands entre 1836 et 1884, a été reconstituée en dur dès 2002 par un organisme de formation des apprentis du bâtiment sur la base d'un projet coordonné entre 1992 et 1999 par l'ingénieur Horst Draheim, puis intégrée dans un immense trompe-l'œil monté sur échafaudages, renouvelé en 2013. Un appel d'offres lancé en 2008 pour la reconstruction totale de la Bauakademie fut annulé en 2010, faute d'investisseurs intéressés. Les défenseurs du projet espèrent qu'il va aboutir en 2016, pour la célébration des 175 ans de la mort de Schinkel. L'une des hypothèses d'utilisation du bâtiment reconstruit serait d'en faire un lieu de débat et d'expositions autour des thématiques du développement durable dans l'architecture et l'industrie de la construction.

Le milieu allemand de l'architecture et de la construction est profondément divisé sur la question des reconstructions. Des figures comme l'architecte Philipp Oswald, ancien directeur de la Fondation Bauhaus Dessau (2006-2014), ou l'historien de l'architecture Adrian Von Buttlar, sont entrés en résistance contre ce culte de l'architecture trompe-l'œil qu'ils imputent à une classe politique traumatisée par la construction du mur de Berlin<sup>8</sup>. Des professeurs influents, comme Winfried Nerdinger, contribuent à entretenir le débat d'un point de vue historique et théorique sans pour autant condamner les reconstructions "à l'identique", comme on a pu le vérifier dans l'exposition intitulée "Histoire de la reconstruction / Reconstruction de l'histoire", organisée à Munich en 2010 et dont le catalogue demeure, à ce jour, la somme de référence sur la multiplicité des postures architecturales face à cette question<sup>9</sup>. Plus récemment, de jeunes historiens et chercheurs en patrimoine culturel, comme Tino Mager, Arnold Bartetzki ou Robert Born, se sont interrogés sur les raisons politiques de ces reconstructions en Allemagne et en Europe Centrale<sup>10</sup>.

Ce phénomène recouvre cependant une grande variété de situations, qui vont de la reconstruction, parfois tardive, après sinistre ou conflit, jusqu'à la reconstruction d'édifices disparus et parfois remplacés pendant une période assez longue, en passant par la matérialisation de projets architecturaux restés dans les tiroirs d'architectes fameux<sup>11</sup>. Alors que la charte de Venise, élaborée en 1964, proscrivait clairement les reconstructions partielles ou intégrales, plusieurs documents et chartes publiés depuis les années 1990 au nom de l'Icomos (Conseil international des monuments et des sites), l'une des trois instances consultatives de l'UNESCO pour la labellisation Patrimoine mondial, ont contribué à fragiliser cette forteresse doctrinale. Ainsi, la relativisation de la notion fondamentale d'authenticité, avec la prise en compte de l'exemple des reconstructions à l'identique périodique des temples au Japon (document de Nara, 1994)<sup>12</sup>, puis l'introduction récente de la notion d'"esprit du lieu" (charte de Québec, 2008), ont provoqué un "chaos théorique"<sup>13</sup> qu'ont exploité les partisans des reconstructions de monuments disparus, en Allemagne comme ailleurs.

C'est sans doute pour tenter de clarifier et d'unifier sa position théorique que l'Icomos a adopté, lors de sa 17<sup>e</sup> Assemblée générale tenue à Paris en 2011, une résolution sur la nécessité de susciter le débat sur ce phénomène en pleine expansion, "prenant acte du mépris croissant pour les principes théoriques existants pour justifier la reconstruction, et de la nouvelle tendance à l'exploitation commerciale de ces activités de reconstruction" (Résolution 17GA 2011/39). Début 2014, l'Icomos a finalement lancé une vaste enquête auprès des historiens, théoriciens et professionnels du patrimoine

---

<sup>8</sup> Philipp Oswald, « A propos du projet lauréat pour le Humbolt-Forum », *Criticat* n°5, 2010, p. 64-67 ; Adrian Von Buttlar, « A Berlin, un château contre un palais », *Criticat* n°5, 2010, p. 51-63 ; Adrian Von Buttlar (et al.), *Denkmalpflege statt Attrappenkult: Gegen die Rekonstruktion von Baudenkmalern - eine Anthologie*, Bâle, Birkhäuser, 2011.

<sup>9</sup> Winfried Nerdinger (dir.), *Geschichte der Rekonstruktion. Rekonstruktion der Geschichte*, Munich-Londres-New York, Prestel Verlag, 2012.

<sup>10</sup> Tino Mager, "Introduction: Selected Past, Designed Memories" in *id.* (dir.), *Architecture RePerformed: The Politics of Reconstruction*, Farnham/Burlington, Ashgate, 2015, p. 1-17.

<sup>11</sup> Ascensión Hernández Martínez, *La Clonación Arquitectónica*, Madrid, Siruela, 2007.

<sup>12</sup> Nishida Masatsugu, Jean-Sébastien Cluzel, Philippe Bonnin, « 'Authenticité' et reconstruction de la mémoire dans l'architecture monumentale japonaise », *Espaces et sociétés*, n°131 (2007), p. 153-170.

<sup>13</sup> Roman Andras, "Reconstruction. From the Venice Charter to the Charter of Cracow" in *Estrategias relativas al patrimonio cultural mundial. La salvaguarda en un mundo globalizado. Principios, practicas y perspectivas*, Madrid, Comité Nacional Español del ICOMOS, 2002, p. 117-119. <http://openarchive.icomos.org/555/>

et de la restauration, sur “les principes admis et les normes de reconstruction des monuments et des sites”, qui devrait aboutir en 2016 à l’organisation d’un colloque sur ce thème.

Les participants de cette enquête - concepteurs, restaurateurs, théoriciens et décideurs - pourraient méditer à bon escient les propos de l’architecte Charles Garnier qui, chargé d’imaginer la reconstruction du palais des Tuileries en 1882, livre un point de vue particulièrement progressiste, aux antipodes de ce qu’il est possible d’observer aujourd’hui à Postdam et Berlin :

“[...] était-il convenable de copier à nouveau une architecture passée et ne fallait-il pas mieux créer un monument absolument moderne et ayant le cachet architectural de l’époque ? D’ailleurs si l’on ne créait rien, si l’on vivait toujours au milieu des œuvres de jadis, la France serait bientôt comme une sorte de grand cimetière conservant seulement les dépouilles des anciens monuments. Il faut pourtant que le monde se renouvelle, on ne recopie pas un Raphaël ou un Michel-Ange, on ne fait plus de chimie comme un Paracelse ou de musique comme Pergolèse. Laissez donc aussi l’architecture se transformer en liberté et si de regrettables événements amènent les destructions d’anciens édifices, ne vous croyez pas obligé de reproduire les œuvres qui ne s’adaptent plus à vos usages et à vos idées. L’art est immortel, c’est vrai, mais non les œuvres et c’est à condition que celles-ci se renouvellent que la perpétuité pourra continuer ”<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> Charles Garnier, “Rapport à Monsieur le Ministre des Travaux publics ” 24 mai 1881, Archives nationales, F21 883.